

N°1171

du 19
OCTOBRE
2018



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.3 Gestion durable des ressources forestières et des écosystèmes

**Le volume de bois
issus des plantations
légalement exploitées
a triplé en un an**

P.7 **Journées Portes Ouvertes de la BRVM**

Les PME et PMI ont toutes les cartes pour entrer en bourse

P.3 Arrivée à échéance et remplacée par le PND

La SCAPE : leçons à répliquer, à renforcer et à éviter

P.4 Sécurité transfrontalière / Conclave de Ouagadougou

Le Togo et trois de ses voisins pour endiguer la menace terroriste aux frontières communes



Kossi Amenounvé, Directeur Général de la BRVM

P.3 Pour procéder à la troisième revue du programme FEC

Une nouvelle mission du FMI au Togo, du 18 au 31 octobre

P.6 Transparence et traçabilité dans le secteur extractif

Le Togo optimiste pour la 2ème validation ITIE en novembre 2019

Concert

Otooufo en concert ce vendredi à l'Institut Français du Togo

Après le lancement début octobre de son premier album "Assida", l'artiste de la chanson togolaise Otooufo sera en concert live ce vendredi soir à l'Institut Français du Togo. Ce premier album, Assida, en langue ashantie (Ghana), est composé de dix titres. L'artiste y chante le vécu quotidien, l'amour et le pardon et dénonce des faits sociaux qui empêchent l'évolution de l'individu.

Au-delà de la richesse de sa voix pure à la rossignole, ce qui accroche le plus sur la plupart des chansons est la percussion et les sonorités akposso akébou de la région des plateaux du Togo qui ne peuvent laisser indifférent tout amoureux de la musique de recherche. L'artiste recourt aux sons des bouteilles, de tamtam ou encore des castagnettes.

"#Assida" de OTOUFO est une production ATOUTS d'AFRIQUE

avec le soutien de l'Institut Français du Togo et de l'Ambassade de France au Togo.

Otooufo fut choriste de King Mensah de 2000 à 2003 à travers une série de prestations sur le plan national et dans la sous-région. Rôle qu'elle avait continué par jouer cette fois-ci avec les jumeaux Assou et Sévi l'année suivante lors d'un concert géant de ces derniers au Palais des congrès de Lomé.



Théâtre

"Carré blanc sur fond noir" à L'espace Level

Droits Réservés" La relation verticale : celle du dominateur et du dominé, celle du riche et du pauvre, celle du civilisé, du "demeuré" que l'esclavage et la colonisation ont instauré entre l'Occident et l'Afrique, avec sa cohorte d'inhumanités dont les noirs sont les principales victimes n'a pas cessé de faire couler d'encre et de salive. Les âmes sensibles éprises de jus-

tice et de paix entre les hommes, celles qui pensent que cet état des choses, loin d'être une fatalité peut être corrigé, pour une justice sociale et un apaisement entre les peuples du monde ne lésinent pas sur les mots pour pourfendre ce système. La pratique d'usage nous a habitués à des écrivains noirs qui s'attaquent à cet état de chose, se battent pour la dignité et l'émanci-

pation du peuple noir. Mais il est aussi arrivé de voir des auteurs blancs être tout aussi préoccupés par la question de l'impérialisme occidentale qui se perpétue encore aujourd'hui par le biais du néo colonialisme.

D'une curiosité qui a pour point de départ sa rencontre avec Ménélik un immigré africain en Europe, objet de son premier roman

sur l'Afrique, Fil noir, Charles Manian, un écrivain Belge part à la découverte de cette Afrique où il tombe sur matière pour écrire son second roman Carré Blanc sur Fond Noir.

Le Spectacle Carré Blanc sur Fond Noir est une adoption au mono théâtre dudit roman."

Date : 24 octobre 2018

Archéologie

Selon un graffiti, l'éruption à Pompéi a eu lieu en octobre 79

Les manuels scolaires (et l'Unesco) l'assurent : Pompéi a été détruit par une éruption du Vésuve le 24 août de l'an 79 après Jésus-Christ. Sauf qu'un graffiti découvert sur un mur du site archéologique semble confirmer plusieurs recherches récentes : la ville romaine aurait été ensevelie plus tard,

en automne, probablement le 24 octobre 79.

Selon le directeur des fouilles à Pompéi, Massimo Osanna, l'inscription tracée par un ouvrier travaillant dans une villa comporte la date du "16ème jour avant les calendes de novembre, ce qui correspond au 17

octobre". La destruction de Pompéi était généralement située en août en raison d'écrits de Pline le Jeune. Plusieurs éléments retrouvés sur place avaient déjà suggéré que l'éruption aurait pu avoir lieu en automne. "Au XIXème siècle déjà, la découverte de traces de branches contenant des

fruits d'automne, ainsi que de grenadiers et de braseros avait fait réfléchir". "Aujourd'hui, avec beaucoup d'humilité, peut-être que nous réécrivons les livres d'histoire car nous datons l'éruption à la seconde moitié d'octobre", a commenté le ministre italien de la Culture, Alberto Bonisoli.

Nécrologie

L'écrivain finlandais Arto Paasilinna est décédé

L'écrivain finlandais Arto Paasilinna, devenu célèbre dans le monde entier grâce à son roman désabusé Le Lièvre de Vatanen, est décédé lundi 15 octobre à l'âge de 76 ans, selon son éditeur.

Auteur de 35 œuvres traduites dans des dizaines de langues, cet ancien bûcheron reconverti au journalisme et à la littérature a vendu huit millions de livres en plus d'un demi-siècle de carrière.

Arto Paasilinna est né le 20 avril 1942, et a été publié en France

chez Gallimard, il était avec Mika Waltari et la romancière Sofi Oksanen (Purge), l'auteur de langue finnoise le plus connu à l'étranger.

Ses récits tragi-comiques de la vie dans le Grand Nord content d'improbables aventures vécues par un géomètre sénile et son compagnon de voyage (La Cavale du géomètre), une vieille femme escroquée par son vaurien de neveu (La Douce Empoisonneuse) ou encore un journaliste désabusé qui adopte



un jeune lièvre à la patte cassée (Le Lièvre de Vatanen).

Sous sa plume souvent décalée, suicide, vieillesse, désespoir ou mome quotidien participent d'un réjouissant tableau du genre humain. "En tant qu'écrivain, je veux exagérer les choses et il est plus facile

de fouetter son propre peuple que d'aller fouetter chez les autres (...). Les humains en général sont un peu fous, d'une manière touchante, et les Finlandais plus encore, peut-être, que les autres", confiait-il dans un entretien à l'AFP en 2005.

"Paasilinna était particulièrement populaire en France, où il a été comparé au lauréat du prix Nobel [de littérature colombien] Gabriel García Márquez", a souligné son éditeur.

ETATS-UNIS

Pen America assigne Donald Trump en justice

L'association d'auteurs pour la défense de la liberté d'expression et des droits de l'homme accuse le président des Etats-Unis de violer le premier amendement de la Constitution.

"Le président Trump a placé une épée de Damoclès au-dessus de la tête d'écrivains, de journalistes et d'organes de presse", estime PEN America. L'association d'auteurs pour la défense de la liberté d'expression et des droits de l'homme a assigné le président des Etats-Unis en justice, mardi 16 octobre, l'accu-



sant de faire pression sur les médias et de violer le premier amendement de la Constitution, qui protège la liberté d'expression.

Techniquement, la justice américaine a été saisie conjointement, au nom de PEN America, par l'organi-

sation de défense de la démocratie Protect Democracy et par le programme Media Freedom and Information Access Clinic (MFIA Clinic) de l'université de Yale.

Les auteurs de l'assignation accusent Donald Trump d'user des pouvoirs de son administration pour menacer les journalistes et museler la presse. Le document de l'assignation demande à un tribunal fédéral de Manhattan de reconnaître que le président a bien violé le premier amendement de la Constitution et son serment de protéger le texte fon-

dateur. Les auteurs de l'assignation évoquent notamment les "menaces publiques crédibles" de l'administration présidentielle contre des organes de presse et des journalistes, citant plusieurs exemples concernant le New York Times, le Washington Post, ainsi que les chaînes CNN et NBC.

Ils réclament également au juge d'enjoindre Donald Trump de ne pas demander aux membres de son administration de prendre des mesures contre des écrits ou des propos critiques de son gouvernement.

AZIMUTS INFOS

Un hippocampe de la taille d'un grain de riz découvert au Japon

Ce minuscule hippocampe coloré a été nommé *Hippocampus japapigu* pour sa ressemblance avec un bébé cochon (Japan pig). Il appartient à la famille des hippocampes pygmées qui compte désormais sept espèces.

Ce minuscule "cochon du Japon" est une nouvelle espèce d'hippocampe pygmée décrite dans un article paru dans la revue ZooKeys. De la taille d'un grain de riz (15 millimètres), cet animal coloré vit dans des eaux peu profondes au large des côtes japonaises.

Le petit hippocampe avait déjà été observé, il y a plusieurs années, lors d'études de la faune vivant au large de l'île Hachijo-jima, à 287 kilomètres au sud de Tokyo. Des animaux comparables ont été vus par des plongeurs locaux au sud-est du Japon. Toutes ces images ont attiré l'attention des scientifiques qui se sont penchés sur son cas pour se rendre compte qu'il était vraiment unique dans la famille des hippocampes pygmées.

Dans leur article, les chercheurs décrivent la nouvelle espèce grâce à trois spécimens qui mesuraient entre 13,9 et 16,3 millimètres. Les scientifiques l'ont appelé *Hippocampus japapigu*, une forme latinisée de Japan pig. Graham Short, ichtyologiste de l'Académie des sciences de Californie a expliqué au National Geographic que l'animal méritait cette appellation parce que pour les personnes qui l'ont observé sur place, "il ressemble à un petit cochon". Le nouvel hippocampe pygmée vit près de coraux et de rochers couverts d'algues à des profondeurs de 5 à 22 mètres. D'autres hippocampes pygmées vivent dans des eaux plus profondes.

La septième espèce d'hippocampe pygmée

Les chercheurs ont confirmé qu'il s'agissait bien d'une nouvelle espèce, la septième décrite chez les hippocampes pygmées, dont cinq sont présentes au Japon. Le petit cochon japonais diffère des autres, par exemple à cause d'une arête spéciale sur le haut de son dos et composée de triangles osseux.

Comme les autres hippocampes pygmées, le Japan pig possède sur son dos une structure ressemblant à des ailes, mais contrairement aux autres qui en ont deux paires, Japan pig n'en possède qu'une. Le nouvel animal décrit partage avec les autres hippocampes pygmées une caractéristique curieuse : la présence d'une fente en haut du dos pour sa respiration branchiale, alors que les autres hippocampes ont deux ouvertures, de chaque côté de la tête : "C'est comme si vous aviez un nez derrière votre cou", explique Graham Short.

Les petits "cochons du Japon" ne semblent pas particulièrement rares, même si leur habitat est un peu inhabituel pour un hippocampe : l'eau est plutôt froide dans ces régions en hiver et chaude en été, alors que souvent les hippocampes ne tolèrent pas les changements importants de température. Les hippocampes pygmées mangent du plancton, comme des copépodes et d'autres petits crustacés.

Les populations d'hippocampes plus grands sont en déclin dans beaucoup de régions du monde, car ils sont pêchés pour la médecine chinoise et pour l'aquariophilie, explique Graham Short, mais selon lui "cela ne sera jamais un problème pour les hippocampes pygmées, car ils sont trop difficiles à trouver". En étant plus petits, ils échappent à des prédateurs mais aussi à l'attention des hommes...



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Pour procéder à la troisième revue du programme FEC

Une nouvelle mission du FMI au Togo, du 18 au 31 octobre

Late Pater

L'information est rendue publique par le Secrétariat permanent chargé des réformes : « une mission des services du FMI, conduite par M. Ivohasina Fizara Razafimahefa, chef de mission pour le Togo, séjourne à Lomé du 18 au 31 octobre 2018 en vue de procéder, avec les autorités togolaises, à la troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) ».

« Il est important que la politique budgétaire continue de se concentrer sur la réduction de la dette publique et la préservation de la viabilité budgétaire. Les autorités doivent opérer des réformes pour remédier à la faible collecte des recettes, éviter de nouveaux arriérés, améliorer la rentabilité des

projets d'investissements publics et limiter les dépenses publiques.

Les autorités entreprennent un examen des dépenses afin d'améliorer l'efficacité ; elles ont commencé à mettre en œuvre des mesures ayant pour but d'améliorer la gestion de la dette publique. Assurer la réduction de la dette demeure la clé de la stabilité macroéconomique. Il est important que les autorités continuent de chercher à remplir les critères de convergence de l'UEMOA afin de contribuer à maintenir des réserves régionales solides. La restructuration des deux banques publiques (ndlr : UTB et BTCI, finalement autorisées à être privatisées depuis quelques jours), qui doit notamment prévoir une recapitalisation adéquate, un recouvrement effectif des créances



MM. Ivohasina Razafimahefa et Faure Gnassingbé en discussions (archives)

douteuses, et le renforcement de la gouvernance, est une étape importante vers le rétablissement de la stabilité financière», avait déclaré, dans la foulée, M. Mitsuhiro Furusawa, président par

intérim et directeur général adjoint, à l'issue des débats du Conseil d'administration sur le Togo.

L'achèvement de la deuxième revue des résultats économiques obtenus par le Togo dans le cadre

du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit a, en juin 2018, permis de décaisser 25,17 millions de droits de tirages spéciaux (environ 35,5 millions de dollars) ; ce qui portait le total des décaissements au titre de l'accord à 75,51 millions de droits de tirages spéciaux (environ 106,5 millions de dollars). « Les résultats du programme sont satisfaisants notwithstanding un environnement politique et économique difficile », avait-on jugé. Et le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) avait consenti à la demande de modification des critères de réalisation quantitatifs à fin juin 2018 relatifs au solde budgétaire primaire intérieur et au financement intérieur net, et du critère de réalisation quantitatif continu pour les emprunts extérieurs non concessionnels. Par cette demande des autorités togolaises, il est proposé de reporter un repère structurel de la fin juin 2018 à la fin septembre 2018 ; cinq nouveaux repères structurels sont proposés pour la fin décembre 2018. Ces repères devraient renforcer la gestion de la trésorerie, prévenir l'accumulation d'arriérés, assurer la viabilité budgétaire, rétablir la stabilité financière et améliorer le climat des affaires. A rappeler que le critère de réalisation quantitatif relatif à l'excédent primaire intérieur pour fin décembre 2017 a été dépassé de 0,3% du PIB. Le critère de réalisation quantitatif pour le financement intérieur net a été respecté ; même en tenant compte d'un remboursement d'arriérés plus élevé que prévu, le critère de réalisation quantitatif serait rempli avec une marge d'environ 1% du PIB. L'État s'est abstenu de contracter ou de garantir des emprunts extérieurs non concessionnels et a continué d'honorer ses obligations au titre de la dette extérieure. En outre, il n'a fourni aucune garantie aux fournisseurs et entrepreneurs nationaux et s'est abstenu de tout nouveau préfinancement. L'objectif indicatif pour le recouvrement des recettes a été manqué de 2% du PIB. L'objectif indicatif pour les dépenses sociales financées par des ressources intérieures a été manqué de peu (de 0,2 % du PIB).

Par tradition, la nouvelle mission

devra jeter un regard sur la mise à jour des projections macroéconomiques, les progrès accomplis dans la mise en œuvre des repères structurels. Elle va fouiller le Plan national de développement (PND, 2018-2022) en lien avec la priorisation des projets et la mobilisation accrue des ressources intérieures. Elle doit poser des questions d'effectivité d'autres engagements : dans le budget initial de 2018, certaines mesures fiscales et non fiscales ont été mises en place afin d'accroître les recettes, d'environ 1,2% du PIB ; dans le budget révisé de 2018, certaines de ces mesures ont été modifiées et de nouvelles mesures ont été adoptées : elles devraient produire des recettes supplémentaires à hauteur d'environ 0,5% du PIB par comparaison au budget initial de 2018, ou de 1,7% du PIB par comparaison à 2017. Une revue des dépenses sur leur efficacité, avec l'aide d'un cabinet d'expertise internationale, devrait dégager des économies d'environ 0,5% du PIB en 2018, allant jusqu'à 2% du PIB annuellement à moyen terme. La dette devrait diminuer de 14% environ en 2017-2019. À partir de 2019, le solde primaire intérieur (sur la base des engagements) sera excédentaire, à hauteur de 2,9% du PIB. En 2018, l'OTR a l'intention de renforcer le recouvrement de la taxe foncière, de documenter et de rationaliser les exemptions fiscales, d'étendre les fonctionnalités et la couverture des procédures numériques de dédouanement, et de resserrer les contrôles. Le gouvernement effectuera une analyse coût-efficacité des projets d'investissements publics, qui sera appliquée dans le cadre du budget de 2019, etc.

Pour la deuxième revue de l'accord au titre de la FEC, les entretiens se sont déroulés à Lomé du 28 mars au 10 avril 2018, entre l'équipe des services du FMI (toujours conduite par M. Razafimahefa, chef de mission) et le président Faure Gnassingbé, ainsi que les ministres Sani Yaya et Kossi Assimaïdou, le directeur national de la BCEAO, Kossi Ténou, et d'autres hauts responsables. La mission avait aussi rencontré Mme Séna Elda Kpotsra, Secrétaire générale de la Commission bancaire de l'UMOA à Abidjan et d'autres membres du personnel. Sans oublier des représentants du secteur privé et des partenaires de développement. En toute logique, comme pour la deuxième revue, une conférence de presse devra marquer la fin de la nouvelle mission du Fonds.

La capacité du Togo de rembourser le FMI reste adéquate ; les obligations envers le FMI atteindront leur maximum en 2025, à 2,5% seulement des recettes publiques, soit 0,5% du PIB.

Arrivée à échéance et remplacée par le PND

La SCAPE : leçons à répliquer, à renforcer et à éviter

Laté Pater

Pendant qu'il rédigeait le dernier rapport d'étape de la mise en œuvre de la SCAPE, le secrétariat technique du DSRP et les autres acteurs ont tiré des leçons à prendre en compte pour améliorer les résultats des actions de développement à venir. Ces leçons sont structurées autour des pratiques à répliquer, à renforcer et à éviter.

Au titre des **pratiques à répliquer**, il est à noter l'appropriation nationale du processus de planification et du suivi-évaluation de la SCAPE qui a été généralisée dans la plupart des départements ministériels (y compris dans les régions). En effet, depuis 2015, une grande majorité des ministères, élaborés sans intervention externe, les outils de programmation opérationnelle (PTBA et TBAI) qui leur permettent de rédiger leur rapport annuel de performance, à travers les tableaux de suivi. Les rapports annuels de performance, au titre de la gestion 2017, ont conduit à la rédaction du rapport bilan 2017 de la mise en œuvre de la SCAPE. Il faut souligner qu'à partir de la gestion 2015, les rapports bilan de mise en œuvre

de la SCAPE ont été élaborés sans l'appui de consultant.

Les autres pratiques à répliquer concernent la collaboration, notamment intersectorielle, qui s'est faite entre les acteurs à tous les niveaux du processus de planification et de suivi-évaluation. Cette collaboration, qui a conduit au recours systématique aux PTBA et TBAI dans la planification, a permis à plusieurs ministères d'améliorer le taux de réalisation de leurs activités. Ces outils (PTBA et TBAI) ont notamment permis de rapprocher l'exécution physique des projets de leur exécution financière, de faire un suivi rigoureux de la mise en œuvre des activités programmées, d'évaluer les performances des ministères dans la réalisation de leurs missions, et d'assurer une meilleure visibilité des actions des ministères.

En matière de la réduction des déséquilibres régionaux, il est à souligner, en ce qui concerne le renforcement du développement à la base, que la bonne cohésion sociale et l'appropriation des plateformes multifonctionnelles (PTFM) par les membres, favorisent une meilleure gestion et une bonne performance financière de

celles-ci. De même, les auto-évaluations des PTFM permettent aux gestionnaires et à la communauté de prendre conscience des performances de leurs PTFM et de mieux s'organiser pour améliorer leur gestion. Le succès de la mise en place du dispositif de suivi-évaluation participatif de la SCAPE dans les régions Maritime et Centrale, au cours de la phase pilote 2014-2016, a été déterminant pour son extension aux autres régions en 2017.

En termes de **pratiques à renforcer**, l'appropriation du processus de la planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation demeure encore faible chez certains acteurs. En témoigne l'inexistence de structures chargées des questions de planification, de statistique et de suivi-évaluation dans certains ministères/institutions. Cette faiblesse impacte non seulement négativement l'atteinte des résultats dans les ministères et institutions concernés, mais aussi à des répercussions sur la production de leurs rapports de performance dans les délais requis. Ainsi, il importe de renforcer les capacités institutionnelles et du personnel des structures de planification et suivi-évaluation.

L'une des leçons tirées en matière de pratiques à renforcer concerne, d'une part, la mobilisation des ressources et, d'autre part, l'absorption desdites ressources. Les difficultés liées à la mobilisation des ressources sont essentiellement intrinsèques à la non tenue de la table ronde. Quant aux difficultés liées à l'absorption des ressources, elles sont, en partie, dues à la lourdeur dans la procédure de passation des marchés publics entraînant des retards dans l'exécution, et au critère du « moins disant » pour l'évaluation des dossiers d'appel à concurrence, ne permettant pas la bonne attribution des marchés et conduisant parfois à l'abandon de ces derniers.

Enfin, les **pratiques à éviter**, elles, relèvent pour la plupart de la faible coordination et du manque de communication entre les acteurs, surtout au niveau central, et de l'absence et/ou la lenteur dans la production des outils de planification et de suivi-évaluation dans certains départements ministériels qui a fragilisé le processus de reddition des comptes.

Gestion durable des ressources forestières et des écosystèmes

Le volume de bois issus des plantations légalement exploitées a triplé en un an

La gestion des ressources forestières et des écosystèmes est sous-tendue par le volume de bois issus des plantations légalement exploitées et la superficie de forêts aménagées, enrichies, plantées ou restaurées. C'est l'indicateur fixé par le ministère de l'Environnement et des ressources forestières pour le compte de l'année 2017. Au bilan, le volume de bois issus des plantations légalement exploitées a tri-

plé, passant à 27.724,5 mètres cubes par rapport à l'année 2016 (9.994,7 mètres cubes). La cible a été dépassée, fait-on remarquer.

Selon le rapport bilan de la SCAPE, la baisse remarquable enregistrée en 2016 s'explique par le moratoire de dix ans décrété le 22 juin 2016 sur l'exploitation, l'importation et la réexportation des madriers du *Pterocarpus*

erinaceus, une essence forestière particulièrement surexploitée dans le pays, avec pour corollaire la réduction de la délivrance des permis d'exploitation.

En ce qui concerne la superficie de forêts aménagées, enrichies, plantées ou restaurées, l'indicateur a connu une bonne progression en passant de 2.421,4 hectares en 2016 à 4.742,8 hectares en 2017,

en raison notamment de la mise en œuvre de 68 sous-projets communautaires de gestion durable des forêts dans le cadre du Projet gestion intégrée des catastrophes et des terres (PGICT). La bonne performance de 2017 est également portée par la capitalisation, pour la première fois, des efforts de plantations des privés et des organisations de la société civile.

Avec une stratégie d'endettement et une viabilité à long terme Le troisième trimestre en toute confiance pour le Trésor public

Jean AFOALBI

Il était allé sur le marché financier régional pour solliciter de nouvelles ressources pour le financement des programmes du gouvernement. Contre une cession de Bons assimilables du Trésor (BAT) d'un montant de 25 milliards remboursable en 12 mois, le Trésor public est revenu, valeur vendredi 12 octobre 2018, avec un montant global des soumissions de 25,534 milliards, soit un taux de couverture du montant en adjudication de 102,14%.

Au total, l'émission a enregistré vingt-quatre soumissions. Le rendement moyen pondéré s'est situé à 6,5537%, tandis que le taux moyen pondéré et le taux marginal ont été fixés à 6,1464% et 6,5000% respectivement. L'Agence UMOA-Titres, qui a aidé au montage de l'opération, n'a retenu que 24,134 milliards pour le Trésor du Togo, pas très loin des besoins exprimés par le gouvernement.

Les soumissions proviennent du Bénin pour 5,004 milliards, du Burkina Faso pour 7,000 milliards, de la Côte d'Ivoire pour le montant de 5,000 milliards, du Mali pour 3,000 milliards et du Sénégal pour 4,130 milliards. Signe probable de la confiance aux titres émis par le Togo au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). «Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant

la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et pré-comptés sur la valeur nominale des bons», précise l'Agence UMOA-Titres.

Suivant le calendrier des opérations du dernier trimestre de l'année publié le mardi 09 octobre par l'Agence UMOA-Titres, le Trésor public du Togo envisage de visiter le marché financier de l'Union à cinq (5) reprises, en vue de mobiliser un montant de 130 milliards. Il s'agira : des Bons assimilables de Trésor (BAT) de 25 milliards du vendredi 12 octobre ; des Obligations assimilables de Trésor (OAT) de 50 milliards le 26 octobre prochain ; des OAT de 20 milliards le 09 novembre ; des BAT de 20 milliards le 23 novembre ; et de nouveau des BAT de 15 milliards cette fois le 07 décembre 2018. Tout comme le trimestre précédent, il visait des ressources à hauteur de 130 milliards. Mais s'en est finalement sorti avec 101 milliards.

De manière générale, par rapport aux huit (08) pays qui composent l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, il ressort de ce dernier calendrier des émissions que le volume global prévisionnel, attendu pour le quatrième trimestre de l'année en cours, s'élève à 730 milliards de FCFA.

La stratégie d'endettement adoptée par l'Etat togolais pour la période

2015-2019 a pour objectif d'atténuer les risques de refinancement et de stabiliser, voire de réduire les coûts de l'emprunt tout en mobilisant les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement du pays. La stratégie d'endettement est également en ligne avec l'objectif d'assurer la viabilité de la dette à long terme, affirme l'agence UMOA-Titres. Qui précise dans une note d'information que : « Cette stratégie se décline à travers : la stabilisation de la structure du portefeuille actuel de la dette intérieure, voire l'éventuel allongement des maturités qui devrait permettre d'atténuer le poids du service de la dette sur la trésorerie ; le maintien de la prédominance des ressources extérieures concessionnelles et le recours, au besoin, à des ressources semi-concessionnelles pour des projets spécifiques ».

D'après la stratégie retenue, l'Etat entend recourir aux emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels à concurrence de 60%, et aux emprunts intérieurs à hauteur de 40% pour une maturité allant de 5 à 10 ans. Les principaux créanciers cibles sont : la Banque ouest africaine de développement, la Banque africaine de développement, l'IDA, le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement, l'Eximbank Chine et l'Eximbank Inde, etc.

Sécurité transfrontalière / Conclave de Ouagadougou Le Togo et trois de ses voisins pour endiguer la menace terroriste aux frontières communes



Alpha Barry (au micro), Chef de la diplomatie burkinabè

Les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité du Bénin, du Togo, du Niger et du Burkina Faso (à l'origine de l'initiative) se sont réunis mardi, dans la capitale burkinabè, pour mener des actions conjointes, en vue d'endiguer la menace terroriste que vit l'Est du Burkina Faso depuis le mois de février 2018. La rencontre, de l'avis du chef de la diplomatie burkinabè, Alpha Barry, a permis de développer des formes de collaboration pour faire face à la recrudescence des attaques terroristes dans la partie Est du Burkina Faso. Pour lui, a rapporté l'Agence d'information du Burkina (AIB, officielle), les quatre pays ont convenu, au cours des échanges avec le chef de l'Etat burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré, de mener des actions conjointes pour endiguer la menace terroriste qui sévit depuis des mois.

En fait, la crainte est que le Burkina Faso vit une situation difficile qui affecte les frontières du Bénin, du Niger et du Togo, notamment le parc W et de la Pendjari. Une menace sérieuse contre les efforts d'intégration et de libre circulation des personnes et des biens ; qui limite la mobilité humaine et ralentit

les activités socio-économiques des pays respectifs. Aussi, la rencontre de Ouagadougou est-elle perçue comme un espoir pour des solutions opérationnelles et des actions à mener sur le terrain.

«Le Burkina Faso est dans la zone tampon, c'est-à-dire, la zone sahélienne et celle côtière ou forestière. Si le pays est atteint par le terrorisme, c'est l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest qui sera également atteinte», a ajouté Alpha Barry. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur et de la sécurité du Bénin, Sacca Lafia, a affirmé que la rencontre de Ouagadougou consiste à mutualiser les efforts pour lutter contre l'ennemi commun qu'est le terrorisme. Il s'agit, pour lui, de secourir les pays (Burkina Faso, Niger) qui sont la menace terroriste et éviter que ceux qui ne sont pas encore atteints (Bénin et

Togo) soient dans la danse. «Notre zone est boisée et permet le développement d'activités cachées comme le terrorisme», a précisé le ministre béninois. Avant de souligner que les chefs d'Etat veulent anticiper sur cette menace djihadiste afin que la zone boisée de son pays et du Burkina Faso ne soit pas un sanctuaire pour les terroristes.

La session de concertation à laquelle ont également pris part des officiers supérieurs des armées des pays concernés visait également à asseoir une stratégie commune de lutte face aux menaces terroristes dans les zones frontalières, explique-t-on du côté togolais. Une déclaration a été adoptée à la fin des travaux et devra permettre de coordonner plus efficacement les actions au niveau de chaque pays.

Braderie solidaire en faveur des enfants du Togo Récolter des fonds pour l'aménagement d'un orphelinat à Sotouboua

La commune de Villeneuve, en France, bénéficie d'une antenne locale de l'association Flamme d'espoir pour les enfants du Togo, dirigée par Marie-Claude et Claude Dauvert, Villeneuvois très engagés dans cette organisation. Elle est reconnue d'utilité publique et vit uniquement de dons et du bénévolat. A son actif, un orphelinat est actuellement installé à Sotouboua (au centre du Togo) qui accueille progressivement de 2 à 16 enfants.

Le dimanche 14 octobre, d'après le confrère de La Dépêche du Midi, une grande braderie solidaire a été organisée dans la commune, avec pour objectif de récolter des fonds pour continuer l'aménagement de l'orphelinat, avec l'installation de panneaux solaires et la création de véritables chambres. L'intégralité des recettes est reversée à l'association au profit des enfants du Togo. Il est également proposé d'offrir des formations aux enfants qui les aideront à évoluer

dans la vie.

17 adhérents et 24 bénévoles sont impliqués à Villeneuve. Le principe est simple, l'association récupère tout ce que les usagers ne veulent plus : vêtements, linge de maison, ordinateurs portables, appareils photos numériques, médicaments non périmés, lunettes, etc. Elle garde le nécessaire pour l'orphelinat et les enfants puis revend ce qu'elle ne peut pas emporter au Togo en organisant des événements.

Au Ghana Les importations de volailles s'envolent au Ghana

Les importations de poulets au Ghana augmentent de façon vertigineuse, ce qui pèse, entre autres facteurs, sur la monnaie nationale et contribue à sa faiblesse, a mis en garde début octobre le professeur Herbert K. Dei lors d'une conférence à Tamale, à University for Development Studies (UDS). "De janvier à juin 2016, le pays a importé des poulets d'Europe pour une valeur de 37 millions d'euros.

En 2017, sur la même période, les importations ont augmenté à 53 millions d'euros et en 2018 à 61 millions d'euros", a-t-il mis en garde, rapporte ghanaweb.

Au total, pointe le portail ouest africain CommodityAfrica, 21 000 tonnes de poulets ont été importées, absorbant des devises, a-t-il précisé, avant d'évoquer le développement rapide de la production locale en s'attaquant à ses principaux

freins : les coûts toujours plus élevés de l'alimentation des volailles et des traitements sanitaires. "L'industrie de la volaille consomme, à elle seule, 60% du maïs produit localement et donc la demande en maïs pour l'alimentation humaine, pour la filière volaille et pour les industries est si élevée que cela affecte négativement les prix des produits d'emboche pour l'industrie avicole".

En escale de routine au Togo, du 09 au 12 octobre 2018 L'équipage du «Commandant Ducuing» au service de l'orphelinat Cador à Lomé

Le patrouilleur français de haute mer «Commandant Ducuing» a effectué une escale de routine au Togo du 09 au 12 octobre 2018, deux ans jour pour jour après sa dernière visite. Présent dans la zone depuis plusieurs semaines, il a notamment joué le rôle plastron le 12 septembre dernier pour l'exercice à la mer NEMO 18.4. Cet exercice, auquel assistait la

l'orphelinat Cador à Segbé/Atako Avoémé, au nord-ouest de Lomé. Les volontaires y ont réalisé différents travaux de peinture et d'électrification d'un bâtiment en construction. Les chambres de cette petite structure seront destinées à offrir plus de confort à des enfants de 0 à 15 ans, souligne l'ambassade de France au Togo. Avec la précision que les petits

Par ailleurs, une dizaine de navigateurs-timoniers togolais ont profité d'une instruction relative à l'entretien et la mise à jour de la documentation nautique (cartes marines et ouvrages nautiques). L'aspect sportif n'a pas été oublié : un footing dans les «vons loméens» a regroupé marins togolais et français. Il a été suivi d'une rencontre amicale de foot-



marine togolaise, avait pour thème l'assistance à navire en détresse pour cause d'incendie simulé, précise-t-on de source diplomatique française.

Arrivé sous un soleil radieux, il a accosté au Port autonome de Lomé le mardi 09 octobre au matin. L'escale a permis, outre le repos de l'équipage, de réaliser une action civilo-militaire au profit de

enfants «se sont adonnés avec enthousiasme à la peinture de leurs bâtiments aux côtés des marins français». Et que «le médecin du bord, assisté de 3 élèves médecins en dernière année de l'Ecole du service de santé des armées de Lomé (ESSAL), a effectué des consultations médicales au profit de 25 enfants».

ball sur le terrain de la base navale qui a vu la victoire par 3-0 de l'équipe togolaise.

Vendredi après-midi, sous une pluie battante, le «Commandant Ducuing» a repris la mer pour poursuivre sa mission «Corymbe» de sécurisation maritime dans le golfe de Guinée, rappelle l'ambassade de France.



FOOTBALL/ CAN TOTAL 2019

Un premier quatuor de qualifiés

Si le Sénégal, la Tunisie et l'Égypte ont assuré à l'issue de la quatrième journée des éliminatoires, leur présence au Cameroun au milieu de l'année prochaine, les autres cadors du continent vont devoir attendre les deux dernières journées. Voici l'aperçu général.

Hervé A.

Groupe A: Sénégal, Madagascar qualifiés. Guinée Equatoriale et Soudan éliminés.

Groupe B: la seule place du groupe paraissait, au départ, promise au Maroc, actuel deuxième derrière le Cameroun, qualifié d'office. Le Malawi reste pourtant dans la course avec un déficit de trois points par rapport aux Lions de l'Atlas. Les Comores avec cinq points de retard restent mathématiquement mais mathématiquement seulement dans la course. Restent à jouer: Comores - Malawi et Maroc - Cameroun; puis Cameroun - Comores et Malawi - Maroc

Groupe C: Elles sont trois équipes pour deux places, Mali (8pts), le Gabon (7pts) et le Burundi (6pts). Le Soudan du Sud est hors course. Restent à jouer: Soudan du Sud - Burundi et Gabon - Mali; puis Burundi - Gabon et Mali - Soudan du Sud

Groupe D: Les quatre équipes sont encore dans le coup, Algérie (7pts), le Bénin (7pts), le Togo (5pts) et la Gambie (2pts). L'Algérie évoquait son renouveau après sa victoire, à Blida, contre le Bénin (2-0). Quatre jours plus tard, changement de décor à Cotonou où les Ecureuils renvoient les Fennecs à leurs errances.

Pendant que le Togo aussi à la peine dans les éliminatoires, réussit un hold-up parfait à Banjul, dans les

derniers instants face à la Gambie. Un but de Floyd Ayité à la 92e minute permet aux protégés de Claude Leroy d'enregistrer leur première victoire dans ces éliminatoires en quatre journées. Restent à jouer: Gambie - Bénin et Togo - Algérie; puis Algérie - Gambie et Bénin - Togo

Groupe E: Avantage au Nigeria (9pts) et à l'Afrique du Sud (8pts). La Libye n'est pas encore éliminée (4pts). En revanche les Seychelles (1pt) joueront leurs deux derniers matches dans un rôle d'arbitres. Restent à jouer: Seychelles - Libye et Afrique du Sud - Nigeria; puis Libye - Afrique du Sud et Nigeria - Seychelles

Groupe F: Le classement de ce groupe est provisoire après l'exclusion de la Sierra Leone par la FIFA. Les deux rencontres Ghana - Sierra Leone et Sierra Leone - Ghana ont été annulées. Provisoirement le Kenya est en tête avec 7 points pour quatre matches devant l'Éthiopie qui en totalisent 4. Avec deux matches de moins le Ghana et la Sierra Leone en comptent 4 également.

Restent à jouer (avec quelques réserves): Éthiopie - Ghana et Kenya - Sierra Leone; puis Ghana - Kenya et Sierra Leone - Éthiopie.

Groupe G: Les quatre équipes, Zimbabwe (8pts), RD Congo (5pts), Congo (4pts) et Liberia peuvent toujours entretenir leur volonté de qualification. Restent à jouer:



Congo - RD Congo et Liberia - Zimbabwe; puis RD Congo - Liberia et Zimbabwe - Congo.

Groupe H: La Guinée solidement accrochée à la première place (10pts) s'est rapprochée de Cameroun 2019. La Côte d'Ivoire (7pts) et la Centrafrique (4pts) peuvent encore prétendre au voyage. Pour le Rwanda c'est fini à 99,9%. Restent à jouer: Guinée - Côte d'Ivoire et Rwanda - Centrafrique; puis Centrafrique - Guinée et Côte d'Ivoire - Rwanda.

Groupe I: Encore un trio pour deux places, Mauritanie (9pts), Burkina Faso (7pts) et Angola (6pts). Avec 1 seul point, le Botswana n'a plus rien à espérer. Restent à jouer: Angola - Burkina Faso et Mauritanie - Botswana; puis Botswana - Angola et Burkina Faso - Mauritanie

Groupe J: Égypte, Tunisie qualifiés. eSwazitini (ex-Swaziland) et Niger éliminés

Groupe K: Un quatuor pour deux places, Guinée Bissau (7pts), Namibie (7pts), Mozambique (4pts) et Zambie (4pts). Restent à jouer: Mozambique - Zambie et Namibie - Guinée Bissau; puis Guinée Bissau - Mozambique et Zambie - Namibie

Groupe L: Avec respectivement 5 et 6 points d'avance sur la Tanzanie et le Cap Vert, l'Ouganda (10pts) peu déjà préparer son voyage du mois de juin 2019. Le Lesotho (2pts) a encore le droit de rêver mais ce sera difficile. Restent à jouer: Lesotho - Tanzanie et Ouganda - Cap Vert; puis Cap vert - Lesotho et Tanzanie - Ouganda.

OMNISPORTS/BREVES

Sénégal, le programme prêt dans les 6 mois

Pas de temps à perdre. Kit McConnell, le directeur des sports du CIO, l'a annoncé à Buenos Aires: le programme des Jeux de la Jeunesse 2022 à Dakar, premier événement olympique de l'histoire organisé en Afrique, sera finalisé dans les 6 mois à venir. Il pourrait rassembler les 28 sports présents aux Jeux olympiques.

"Notre objectif est d'adapter le programme aux sites de compéti-

tion de Dakar, mais en même temps nous allons essayer de faire entrer les 28 sports", a confié Kit McConnell, précisant que les discussions avaient déjà débuté avec les fédérations internationales et qu'elles étaient très positives. Le directeur des sports a également expliqué que le CIO étudiait la possibilité d'intégrer au programme des Jeux de la Jeunesse 2022 à Dakar des épreuves mixtes différentes de celles présentes à Buenos

Aires 2018.

La Premier League se cherche un président

La succession est ouverte, en Angleterre, pour remplacer Richard Scudamore, l'actuel président de la Premier League de football. Selon Sky News, la liste des candidats serait désormais réduite à trois noms. Deux sont connus, ils sont issus du monde des médias: Tim Davie, le directeur de BBC Studios, et Tom Betts, le directeur stratégique d'ITV.

Le troisième serait américain. A 59 ans, Richard Scudamore a annoncé au mois de juin dernier qu'il quitterait son fauteuil de président à la fin de l'année, après presque deux décennies à la tête de la Premier League. Un groupe de cinq personnes a été constitué pour lui trouver un successeur. Il doit présenter un candidat numéro 1 lors d'une réunion des 20 clubs de la Premier League au mois de novembre.

IAAF

Caster Semanya marque le premier point

Caster Semanya peut rouler des mécaniques. La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a annoncé via un communiqué, mardi 16 octobre, sa décision de reporter jusqu'au mois de mars 2019 la mise en application de ses nouvelles règles pour les athlètes féminines qui produisent naturellement beaucoup de testostérone.

Annoncées en avril dernier, ces nouvelles règles d'éligibilité aux compétitions féminines estampillées IAAF devaient entrer en vigueur le 1er novembre. Trop tôt, semble-t-il, pour ne pas risquer d'enclencher un



long et coûteux marathon juridique. Dans son communiqué, l'IAAF précise vouloir attendre que le Tribunal arbitral du sport (TAS) ait rendu son verdict sur le recours déposé par l'athlète sud-africaine.

Pour rappel, les nouvelles règles de l'IAAF obligeront les athlètes présentant des "différences de

développement sexuel" (DSD) à maintenir, par des traitements, leur taux de testostérone sous les 5 nanomoles par litre de sang. Et cela, pendant au moins les six mois qui précèdent la compétition, pour les distances allant du 400 m au mile.

Soutenue par la Fédération sud-africaine d'athlétisme, Caster Semanya a saisi le TAS. Elle conteste ces nouvelles règles, expliquant vouloir "juste courir naturellement, de la façon dont je suis née".

La double championne olympique du 800 m a gagné la première manche. L'IAAF a annoncé repousser l'application de son

nouveau règlement, à la fin du mois de mars 2019, "pour ne pas créer une nouvelle période d'incertitude" dans l'attente de la décision du TAS.

"Tous les athlètes ont besoin que cette situation soit résolue au plus vite", insiste Sebastian Coe, le président de l'IAAF, dans le communiqué. Mais l'organisation internationale se dit "confiante sur les bases légales, scientifiques et éthiques de ces règles." Elle précise attendre "un rejet des recours par le TAS."

Les auditions du Tribunal arbitral du sport devraient débuter au mois de février. Sa décision est attendue pour le 26 mars 2019.

Li Yonghong placé sur liste noire

L'ex-proprétaire chinois de l'AC Milan a été placé sur la liste noire chinoise des mauvais payeurs en raison de dettes impayées, selon un tribunal local, qui a également ordonné la confiscation de son passeport.

Li Yonghong, alors un inconnu du grand public, avait racheté en 2017 le club de football italien, l'un des plus prestigieux et titré d'Europe, à l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi.

Il faisait parti de la dizaine de riches Chinois qui ont investi ou racheté des clubs étrangers après l'appel du président chinois Xi Jinping à faire de la Chine une puissance du ballon rond.

Mais les difficultés financières se sont accumulées dès la prise de contrôle du mystérieux Li Yonghong. Et cet été, l'ex-proprétaire chinois a été contraint de céder la main au fonds américain Elliott, auprès duquel il avait contracté un prêt colossal pour financer des achats de joueurs - une somme qu'il n'a pas pu rembourser.

Li Yonghong devait payer 60 millions de yuans (7,5 millions d'euros) de dette à un fonds d'investissement chinois, ainsi qu'une amende de 12 millions de yuans (1,5 million d'euros), a indiqué le Tribunal populaire intermédiaire de Jingmen (centre de la Chine) courant octobre.

Or la justice n'a trouvé aucun actif à saisir pour payer les créanciers, car l'homme d'affaires ne dispose d'aucun compte bancaire ou de voirie enregistrés à son nom.

L'ex-proprétaire de l'AC Milan a donc été ajouté à la liste noire, ce qui lui interdit de monter à bord de trains à grande vitesse et d'avions, de séjourner dans des hôtels onéreux, ou encore de posséder une carte de crédit.

Garcia confirme qu'il va prolonger à l'OM

Rudi Garcia, arrivé à la tête de l'écurie phocéenne en octobre 2016, a été entendu par sa direction, lui qui souhaitait rester à l'OM comme il l'avait expliqué récemment dans la presse italienne. C'est l'intéressé lui-même qui l'a confirmé sur 'RMC' mercredi soir.

"Sur le principe on est OK depuis des mois. Je ne me suis pas occupé de ça parce que j'avais beaucoup de choses à gérer, mais on peut penser qu'incessamment sous peu cela se concrétise. On est à 99% d'accord. Cela serait pour deux saisons supplémentaires si ça se fait. Cela serait un grand honneur pour moi de continuer ici", a révélé le coach de l'OM au micro de l'émission Team Duga mercredi soir.

Le coach olympien justifie également les problèmes d'adaptation de ses recrues, notamment le cas Kevin Strootman, son ancien lieutenant à la Roma: "Les profils sont différents. On a fait le pari de prendre des jeunes joueurs, on a aussi cette fibre-là. On avait pris Sanson jeune à Montpellier aussi. Caleta-Car et Radonjic ne parlent pas la langue, ils sont arrivés tardivement.

Duje n'a pas fait de grande performance pour l'instant, et Kevin est arrivé et a joué tout de suite. Je n'ai pas pu le faire tourner comme je l'aurais souhaité", a détaillé Garcia, qui a de grandes espérances pour le milieu batave.

"Il y a eu du très bon et du moins bon pour Kevin, c'est un joueur de grand standing, au niveau de l'équilibre du milieu de terrain il va nous apporter beaucoup, il a beaucoup d'expérience", a ajouté le coach de l'OM.

Etats-Unis, Canada et Jamaïque qualifiés

Les Etats-Unis, le Canada et la Jamaïque se sont qualifiés pour la Coupe du monde 2019 de football féminin organisée en France, à l'issue de la Coupe de la Concacaf qui s'est terminée mercredi.

Les Etats-Unis ont remporté l'épreuve pour la huitième fois en neuf participations en battant en finale le Canada 2 à 0.

"Team USA" a survolé le tournoi durant lequel elle n'a pas concédé un seul but après avoir dominé le Mexique (6-0), le Panama (5-0), Trinité-et-Tobago (7-0) et, en demi-finales, la Jamaïque (6-0).

La sélection américaine, seulement 5e du tournoi olympique des JO-2016 de Rio, fait figure de favorite à sa propre succession lors de la Coupe du monde 2019 qui aura lieu du 7 juin au 7 juillet 2019 en France.

Elle est toujours montée sur le podium final, avec trois titres (1991, 1999, 2015), en sept éditions de la Coupe du monde. Les Canadiennes participeront elles pour la 7e fois de suite à la Coupe du monde. Elles ont remporté la médaille de bronze lors des JO 2012 et 2016.

La Jamaïque a décroché son billet pour sa première Coupe du monde avec sa victoire aux tirs au but (2-2, 4 tab à 2) dans le match pour la 3e place face au Panama.

Le Panama peut encore participer à la Coupe du monde 2019 à condition de battre en barrages l'Argentine, 3e de la Copa America 2018 remportée en avril par le Brésil face au Chili.

Pour une solution politique négociée et mutuellement acceptable Le Togo réitère son soutien à l'initiative marocaine d'autonomie au Sahara

Jean AFOLABI

Lundi 15 octobre 2018, devant la 4^{ème} Commission des Nations Unies à New York, le Togo a réitéré son soutien à l'initiative marocaine d'accorder une large autonomie au Sahara, la qualifiant de «démarche constructive nécessaire à la réso-

à une réunion de la Commission.

Le Togo soutient le processus politique en cours, mené sous les auspices des Nations Unies, qui a pour finalité de parvenir, al terme, à une solution politique négociée et mutuellement acceptable au différend régional autour du Sahara, a souligné le diplomate togolais. Il a ajouté que son

jets socio-économiques et d'infrastructures dont a été témoin l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU qui «a pu constater de visu les efforts déployés par le Maroc pour assurer le développement économique du Sahara».

De même, le Représentant permanent du Togo auprès des Nations Unies a passé en revue les réalisations accomplies par le Royaume dans le domaine des droits de l'homme, notamment le renforcement du rôle des Commissions régionales du Conseil national des droits de l'homme à Laayoune et Dakhla, la coopération avec le Haut-commissariat aux droits de l'homme et l'interaction avec les procédures et mécanismes spéciaux du Conseil des droits de l'homme.

A rappeler que, ensemble avec quatre autres pays africains que sont le Burkina Faso, le Cameroun, l'Erythrée et la Somalie, élus pour leur premier mandat au sein de l'organe onusien, le Togo a, lui, réélu, le 12 octobre 2018, au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour deux ans, sur un score de 181 voix sur 192. Selon les autorités togolaises, cette «réélection confirme les multiples efforts consentis par le gouvernement en matière des droits de l'homme».

Transparence et traçabilité dans le secteur extractif

Le Togo optimiste pour la 2ème validation ITIE en novembre 2019

C'est ce qui transparaît de la réunion de revitalisation du Conseil national de supervision de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui a tenu sa septième réunion ordinaire en début de semaine à Lomé. A l'occasion, le Coordonnateur national de l'ITIE-Togo, Didier Agbémadon, a rendu compte de la mise en œuvre du processus de l'ITIE au Togo depuis l'adhésion du pays en 2010, et le dernier rapport 2015 du Togo a été validé. L'autre objectif de la rencontre était de s'assurer de la participation de tous les acteurs au processus de mise en œuvre. Les valeurs de traçabilité et de transparence devant toujours être collées à toutes les activités du secteur extractif togolais.

«A travers les résultats de la validation, nous connaissons le degré de performance de la mise en œuvre et l'appréciation du conseil d'administration de l'ITIE par rapport à la gouvernance du secteur extractif et des finances de l'Etat. Ainsi, sur les 27 exigences de la norme ITIE, le Togo a validé 20. Une deuxième validation est attendue en novembre 2019 afin d'évaluer les performances réalisées dans les 7 autres restantes. D'ores et déjà, je puis vous assurer que la tendance générale des appréciations est que

le niveau des progrès réalisés est satisfaisant c'est-à-dire que nous sommes proches de la dernière marche», s'est réjoui le Premier ministre Komi Selom Klassou. Et d'ajouter que les dispositions institutionnelles mises en œuvre renforcent les bases de la gouvernance du secteur extractif et dénotent «le souci permanent du gouvernement de conforter chaque jour les mesures de transparence en vue de transformer toutes les potentialités du pays en richesses et consolider davantage le développement durable et inclusif des couches sociales du pays». On ajoute que, en 2013, le Togo a été déclaré pays conforme à l'ITIE. Plus est, les réformes entreprises renvoient à l'opérationnalisation des organes de mise en œuvre de l'ITIE, à la modernisation du code minier couvrant l'ensemble des usagers du sous-sol togolais et à la loi relative à la contribution des entreprises minières au développement local et régional.

Mais huit ans après, des défis importants sont encore à relever afin de jouer la pleine transparence. A partir du rapport de validation qui reconnaissait que le Togo a accompli des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la norme ITIE, en mai 2018, le pays avait 18 mois pour



mettre en œuvre les mesures correctives identifiées dans ledit rapport. Le gouvernement a été encouragé à intégrer les nouvelles exigences de transparence dans le nouveau code minier, y compris les dispositions liées à la divulgation de la propriété réelle. Le Togo doit se concentrer plus particulièrement sur les exigences liées à la gouvernance du Groupe multipartite, les plans de travail de l'ITIE, la transparence des contrats miniers, la participation de l'Etat, les accords de troc, les transactions des entreprises d'Etat et les transferts infranationaux.

Au Togo, en 2017, les industries extractives ont contribué à 18,5% au total des exportations du pays, à près de 3,5% au PIB et à 2,5% aux recettes. A fin septembre 2018, cette participation s'élève à 3,5% des recettes. Le Conseil national de supervision de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives est l'organe suprême qui définit les grandes orientations politiques et stratégiques de l'ITIE-Togo.



Kokou Kpayedo, Ambassadeur du Togo auprès des Nations Unies

lution de cette crise», rapporte le confrère mapexpress.ma. «Cette approche atteste de la volonté sincère du Maroc de contribuer aux efforts des Nations Unies visant à parvenir à une solution pacifique et de compromis, et a le mérite de représenter le juste milieu des attentes des parties concernées», a indiqué M. Kokou Kpayedo, Représentant permanent du Togo auprès des Nations Unies, dans son intervention

pays «se félicite, tout comme l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, de la pleine coopération du Maroc qui a permis, en juin 2018, sa visite au Sahara, en l'occurrence les villes de Laayoune, Dakhla et Smara où il a rencontré les représentants du Sahara marocain». M. Kpayedo a également salué les efforts entrepris par le Maroc pour le développement de la région du Sahara, notamment les pro-



6^{ème} Edition

GRAND JEU QUIZ



SPONSOR OFFICIEL

Envoies*

Festi au 4330

DE NOMBREUX LOTS A GAGNER



45 JRS DE JEU

2 BILLETS D'AVION

POUR UN SEJOUR A LA BAIE DES MILLIARDAIRES

LOTS

- DES MOTOS - DES TÉLÉS LED 55"- DES RÉFRIGÉRATEURS
- DES ABONNEMENTS CANAL - DES MINI FOURS - DES BONS D'ESSENCE
- DES CARTES DE RECHARGES - DES TICKETS DE CINEMA - DES BRACELETS

CONCOURS LANMEGA D'OR

CONCERT

SPECTACLE D'HUMOUR

JEUX























☎ 93 60 54 84

📌 FESTIGRILL

📷 @FESTIVALLANMEGA

🌐 www.festivallanmega.com

Aide aux élèves nécessiteux

Togo Cellulaire en mode secours

Etonam Sossou

Cette année l'Agence de Solidarité Nationale fait face, depuis la reprise des cours, à 6200 demandes d'appui en fournitures scolaires, à satisfaire. Heureusement, la société de téléphonie mobile Togo cellulaire, vient une fois encore dans le cadre de sa campagne "Mécénat" 2018, lui remettre d'importants lots de kits scolaires, des vivres et non vivres au profit des élèves issus de familles

ciales, à la réception des dons le 17 octobre 2018.

Pour le Directeur commercial et marketing de la société Togo Cellulaire, Bawbady AGO BAZAAA cette initiative démontre bien aux populations que son entreprise réalise le volet social de ses programmes. "Quand on parle du Togo on parle de l'avenir de ses enfants. Ce sont des futurs ministres et il serait injuste qu'ils n'étudient pas à cause de manque de moyens. Il est né-

cessaire d'accompagner la politique de solidarité nationale et soutenir les enfants démunis pour qu'ils achèvent leur cursus scolaire", a précisé le Directeur Commercial et Marketing. Avant de renchérir: "en venant avec les kits scolaire, des vivres et non-vivres, Togo Cellulaire contribue ainsi à réduire les écarts qu'il y a entre les enfants. Un enfant démuné est une charge

plusieurs cantons de Lomé en occurrence Vakpossito, Amandahomé (le 18 octobre), Bè, Togblékopé... ainsi que d'autres localités sur toute l'étendue du territoire. Démarrée, depuis la rentrée 2011-2012, cette campagne a coûté jusqu'à présent, un peu plus de 40 millions de francs CFA à Togo Cellulaire.



vulnérables. "Les dons composés de cahiers, ardoises de stylos, de crayons, rouleau de tissu kaki, de vivres alimentaires vont permettre aux enfants dont les parents n'ont pas les moyens de leur payer des fournitures de pouvoir regagner en toute quiétude, leurs camarades en classe", s'est réjoui Ferdinand Koffi Gani, Directeur de Cabinet du ministère en charge de l'action so-

ciété, à la réception des dons le 17 octobre 2018.

tionale et à travers cette action de solidarité nationale, Togo Cellulaire n'a fait que remplir son devoir de société citoyenne. Nous le faisons au niveau de l'Agence de solidarité nationale parce que cela a un caractère solennel et national. Parallèlement, nous avons été aussi sollicités par les associations et nous allons tenter de leur donner des suites positives"

Cette campagne va s'étendre sur un peu plus d'un mois et touchera

Journées Portes Ouvertes de la BRVM

Les PME et PMI ont toutes les cartes pour entrer en bourse

Malgré les perturbations et les ralentissements des trois dernières années de l'indice «Brvm composite» qui enregistre depuis le début de l'année 2018, un recul de 23% après avoir perdu 3,9% en 2016, 16,81% en 2017, l'institution boursière de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) demeure une place attractive pour les investisseurs.

Faustin W.

Selon la Bourse régionale des valeurs mobilières, BRVM, cette évolution qu'on peut considérer comme défavorable a eu néanmoins des conséquences positives sur l'augmentation des volumes financiers qui a rendu le marché plus attractif. Ainsi, le marché continue d'attirer les émetteurs et de nouveaux investisseurs. Le rythme d'admission de nouvelles sociétés se poursuit avec de nouvelles introductions notamment celle d'Oragroup qui débute ce vendredi pour un montant de 56,92 milliards de Fcfa. «Il s'agit de la plus importante offre publique jamais réalisée sur le marché financier régional depuis sa création», informe Kossi Amenounvé, le Directeur Général de la BRVM. Elle est précédée de celle d'Ecobank Côte d'Ivoire, réalisée l'année dernière (2017) pour 45 milliards de FCFA et Coris Bank International en 2016 pour un montant 36,76 milliards Cfa.

La BRVM, c'est aujourd'hui 5.441 milliards de francs CFA d'actions cotées, 3.290 milliards de fcfa pour des obligations cotées, représentant 13% du Pib de l'Uemoa. La BRVM, c'est également 186 milliards de valeurs mobilières, 45 sociétés cotées, 540 milliards Cfa distribués sous forme de dividendes ou d'intérêts directs. Ces indicateurs témoignent de la bonne évolution des activités de l'institution financière et



Kossi Amenounvé, Directeur Général de la BRVM

grande majorité du tissu économique d'aujourd'hui. Le renforcement technologique et opérationnel avec l'utilisation des nouvelles technologies, et œuvrer à l'intégration des bourses du Ghana et du Nigeria pour former un espace boursier beaucoup plus large pour soutenir le financement de la croissance des pays de la CEDEAO.

La BRVM n'a pas voulu laisser en marge, les Pme (Petites et moyennes entreprises) et les Pmi (Petites et moyennes industries). C'est pour cette raison qu'elle a procédé au lancement de son troisième compartiment dédié au Pme et aux entreprises à forts potentiels de croissance. «Il s'agit de réformes structurelles majeures qui devraient non seulement faciliter l'accès à des capitaux longs pour les Pme de l'union

teur de la BRVM, la balle est donc dans le camp des PME de saisir les opportunités qui s'offrent à elles pour participer aux enjeux de développement économiques des pays de l'union car les réformes ont été faites au niveau du secteur bancaire et des marchés. Il n'a pas manqué d'ailleurs de féliciter le Togo qui vient de décider d'ouvrir le capital de Togocom au secteur privé, de promouvoir l'actionnariat populaire. «Notre bourse, attend impatiemment la réalisation de cette opération et assure de son engagement et de son appui d'en faire un véritable succès à l'échelle régionale.», a-t-il dit.

Le gouvernement togolais ne dit pas le contraire et n'en attend pas moins de la BRVM, lui qui est résolument engagé à appuyer toutes les initiatives nouvelles visant à assurer le financement à long terme des économies et des entreprises ainsi que la soutenabilité de la croissance dans l'Uemoa.

«Plus que jamais, la BRVM doit jouer son rôle en innovant par l'offre de produits et services tant aux Etats qu'aux entreprises et particulièrement aux Pme pour une mobilisation plus accrue des ressources en vue du financement de nos économies. Nos Etats et les entreprises ont de nombreuses attentes légitimes qui se font de plus en plus fortes vis-à-vis du Marché Financier Régional (MFR) et de tous ses acteurs», estime le ministre de l'économie et des finances du Togo Sani Yaya représenté par son chef de cabinet, M. Toffio à l'ouverture des Journées Portes Ouvertes de la BRVM ce jeudi 18 octobre 2018.

Le cadre de ces Journées portes ouvertes de la BRVM débutées hier à Lomé a été une occasion pour les responsables des PME, PMI de discuter du financement de leur entreprise à travers les marchés des capitaux, de l'introduction en bourse des entreprises et de l'investissement en bourse. Les discussions vont se poursuivre aujourd'hui avec une conférence sur le rôle de la bourse dans le financement de l'économie.

Le deuxième promotion de ce programme qui sera lancée vers la fin de l'année sera composée d'une dizaine de PME sélectionnées à l'échelle régionale. Pour le Direc-



Photo de famille des participants

boursière depuis sa création et surtout du dynamisme de son secteur obligataire au service du financement des économies des pays de l'union. Cependant, comme le reconnaît le Directeur de la BRVM, beaucoup reste à faire pour que la place boursière d'Abidjan devienne un acteur incontournable dans le financement à long terme des économies de la sous-région pour une croissance plus forte.

Consciente de cet enjeu, la BRVM s'est doté d'un plan stratégique 2018-2020 dont les principales actions sont les suivantes : le développement et la promotion boursière, l'accroissement de la liquidité et de la profondeur du marché pour accueillir les opérations de grandes tailles, le développement de l'actionnariat primaire par la privatisation des entreprises publiques mais également l'admission volontaire des sociétés qui représentent la

mais surtout les aider à financer leur croissance et à devenir des champions nationaux et de développement économique de la sous-région», fait savoir Kossi Amenounvé.

Pour accompagner la création de ce 3^e compartiment, le Brvm a lancé un programme de renforcement de capacité de formation pour les PME dénommé "Elite BRVM Lounge" qui touche plus de 900 PME, qui vise l'excellence dans le monde et qui est mis en œuvre dans 36 pays pour permettre un financement plus aisé. « Je suis heureux que le Togo a pris sa part avec la société Sodigaz qui a montré son leadership dans le segment de son marché depuis quelques années» s'est réjoui Kossi Amenounvé.

La deuxième promotion de ce programme qui sera lancée vers la fin de l'année sera composée d'une dizaine de PME sélectionnées à l'échelle régionale. Pour le Direc-

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1444 DE LOTO BENZ DU 19 Septembre 2018

Ce 26 Septembre 2018, nous prenons part au tirage de LOTO BENZ qui porte le N°1445.

Lors du dernier tirage de LOTO BENZ, la LONATO a enregistré dans toutes les villes du pays uniquement des gagnants de lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 27 juillet 2018 des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA .

Au tirage, un gros lot de 2.000.000F CFA est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants.)

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1448 de LOTO BENZ du 17 Octobre 2018

Numéro de base

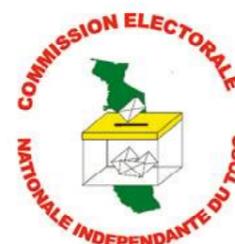
31 80 48 90 03

COMMISSION ELECTORALE
NATIONALE INDEPENDANTE
CENI-TOGO



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

**NOUVEAU RECENSEMENT
ELECTORAL**



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



***C'est elle
qu'il vous
faut***



***Les anciennes
cartes
ne servent plus***

#ElectionsTg2018

Togolais, viens, bâtissons la cité !